



Forum: Sécurité

Topic: France Travail a été hacké : les données de 43 millions de Français en danger

Subject: Re: France Travail a été hacké : les données de 43 millions de Français en danger

Publié par: LoupBlanc

Contribution le : 15/03/2024 19:43:25

Citation :

Tof81 a écrit:

Salut LoupBlanc,

je te trouve très critique et très pessimiste ...

Il se peut que des DSI soient "à coté de leurs pompes" mais il y a aussi des problèmes de moyens financiers, genre parfois il faut pleurer pour changer des serveurs obsolètes, acheter des outils de sécurité, ...

Les dirigeants (patrons, directeurs and co) ont du mal mal à comprendre les enjeux : tant que cela fonctionne avec un minimum de dépendances pourquoi se casser la tête et rajouter de d'argent !!!

Bonjour Tof

Je ne suis pas pessimiste, je suis critique certes mais à juste titre. Je dirais ou j'appellerais ça du pragmatisme.

D'ailleurs tu énonces exactement ce que j'écris et fais les mêmes constats.

Si tu veux, comme le fait l'État, tout dématérialiser et te qualifier d'administration numérique, comme le fait la DTNUM, alors tu y mets les moyens tant matériels qu'humains pour assurer la fiabilité et la protection des données que tu imposes aux gens de te confier.

Je te rappelle quand même

- qu'il s'agit d'assurer la sécurité de données de 64 millions de français et qu'agir comme c'est le cas aujourd'hui avec tant de légèreté c'est plus que discutable
- et oui tout part au départ de choix politiques et stratégiques notablement inconsidérés, inadaptés et dangereux vu qu'ils impactent la vie de tous les français.

Je te renvoie au RGPD et notamment à ceci :

La collecte et le traitement de données personnelles (nom, prénom, adresse, numéro de sécurité sociale, etc.) sont soumis à des obligations destinées à protéger la vie privée et les libertés individuelles des personnes dont les données sont collectées.

L'amateurisme n'a plus sa place dans le monde interconnecté et encore moins quand il s'agit de l'État.

Je rigolerai qu'un avocat monte une action de groupe à l'encontre des administrations pour non respect de leurs obligations, ça ferait peut-être enfin bouger les lignes.